

Blanquefort : Macron veut «forcer» Ford à revitaliser le site industriel

- Par Le Figaro avec Reuters
- Mis à jour le 01/03/2019 à 14:03
- Publié le 01/03/2019 à 13:34

Un dispositif spécifique d'accompagnement va être mis en place pour les 850 salariés du site industriel de Ford à Blanquefort (Gironde), a assuré vendredi Emmanuel Macron dénonçant une nouvelle fois le "cynisme" du constructeur automobile américain.

"Nous avons eu à faire face à un véritable cynisme de l'entreprise" américaine, a estimé le chef de l'Etat français lors d'un débat avec des élus de la région Nouvelle-Aquitaine à Bordeaux. "La solution de reprise était fragile, elle était imparfaite (...) maintenant on doit être aux côtés à la fois du territoire et des anciens salariés". "Ces derniers auront l'ensemble de ce qui va avec les indemnisations et avec les supra-légales et les mécanismes d'accompagnement", a-t-il ajouté. "Nous mettrons en place un dispositif de suivi personnalisé, en lien avec la région, pour permettre au plus vite de soit présenter des offres d'emploi à celles et ceux qui viennent de le perdre, soit permettre de proposer des formations qualifiantes".

Emmanuel Macron a promis de «mettre en place un dispositif spécifique pour les quelque 800 salariés» concernés, expliquant que des «pistes» apparaissent, notamment avec «des entreprises voisines». Ce dernier sera mis en place conjointement par l'Etat et la région Nouvelle-Aquitaine. L'Etat doit "être aux côtés du territoire et des anciens salariés" de l'usine, a-t-il assuré.

«On va forcer l'entreprise à revitaliser» le site industriel et à «investir pour sa conversion industrielle», a ajouté le chef de l'Etat. «La loi nous permet d'obliger l'entreprise de payer pour la revitalisation» du site, s'est-il justifié.

» **LIRE AUSSI** - Ford, Ascoval...: «Je ne baisserai jamais les bras», affirme Bruno Le Maire

Cette déclaration intervient quelques jours après l'annonce de Ford, qui a confirmé lundi au personnel de l'usine de boîtes de vitesse automatiques son refus du projet de reprise présenté par le groupe belge Punch, entraînant la fermeture du site fin août. Ce projet de reprise, susceptible de maintenir environ 400 emplois sur les 850 du site, avait pourtant reçu le soutien du gouvernement français ainsi que de la majorité des syndicats.

Ces derniers jours, les membres de l'exécutif ont multiplié les déclarations fortes à l'encontre du constructeur américain. Pour le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux, l'attitude de Ford dans cette affaire est «indigne». De son côté, le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, a définitivement écarté une nationalisation temporaire de l'usine Ford de Blanquefort mais a répété qu'il ne baisserait pas les bras. «Je veux un plan social généreux et protecteur pour les salariés. Je veux que Ford paie pour la dépollution du site et pour sa réindustrialisation», a-t-il déclaré.

L'administration doit donner d'ici le 4 mars son avis officiel sur le plan social de Ford. Le feu vert attendu enclencherait la procédure de fermeture, un peu plus d'un an après l'annonce par Ford de son intention de se désengager de l'usine.